

Les mouvements sociaux porte-paroles des sans-voix : dispositifs communicationnels et réception

Robin VAN LEECKWYCK (Assistant-chercheur à l'Université Saint-Louis - Bruxelles) &
Marie DUFRASNE (Professeure à l'Université Saint-Louis - Bruxelles)

Introduction

En Belgique, la société civile s'organise depuis plusieurs années pour prendre la parole dans le cadre des mesures prises par les dirigeants politiques, que ce soit au niveau des négociations européennes des deux traités de libre échange TTIP et CETA, ou au niveau national avec l'application d'une austérité économique dans divers domaines tels que la santé, la justice ou encore la culture. Organisés sous la forme de mouvements sociaux ou mouvements citoyens, ces individus s'opposent au pouvoir politique actuel, sous la forme de *contentious politics* (McAdam et al., 2001), et se posent en *challenger* ou *outsider* (Fillieule, 2009) du système actuel. Pointer du doigt les désavantages de telles mesures, surtout pour les publics déjà fragilisés, est une priorité pour ces mouvements. Ils ont à coeur de donner la parole à des groupes ou des individus exclus des espaces publics de discussion (McAdam, 1999), tels que les médias de masse.

Ces mouvements, pourtant fortement politisés, clament haut et fort leur côté apartisan. L'enjeu est de représenter une voix alternative et de sortir des logiques de piliers (socialiste, chrétien et libéral) qui composent les grands acteurs du débat public belge - les partis et les syndicats - pour construire un problème public (Céfaï, 1996) plus transversal et englobant. Dans cet espace de débat très institutionnalisé, il est en effet très difficile pour les sans-voix de s'exprimer. Les sans-voix sont des citoyens appartenant à des couches de la populations plus fragiles, comme les "travailleurs pauvres, chômeurs en fin de droits, mères seules avec enfants, bénéficiaires des minima sociaux ou personnes en hébergement d'urgence" (Braconnier & Mayer, 2015). Etant donné que les traités de libre échange et l'austérité touchent en premier lieu ces populations précaires, les mouvements sociaux et citoyens ont tout intérêt à les impliquer. Cette inclusion des sans-voix dans le dispositif communicationnel peut se faire à différents niveaux, nous allons le voir.

La question centrale de cette présentation est la suivante : "Dans quelle mesure les dispositifs communicationnels mis en place par les mouvements sociaux configurent l'inclusion des sans-voix, tant au sein du mouvement qu'en termes de réception ?". Les données présentées ont été récoltées en ligne ou par des entretiens et produites par de l'observation participante au sein de plusieurs associations belges, majoritairement francophones. Certaines ont vu le jour à l'occasion des négociations européennes des deux traités de libre échange TTIP et CETA (Alliance D19-20), d'autres ont mis ces thématiques à leur agenda (Tout Autre Chose, CNCD-11.11.11), et les dernières se sont regroupées en plateforme (No-Transat, Stop TTIP). L'observation participante nous a permis de nous placer du point de vue des acteurs et surtout d'assister aux pratiques participatives et communicationnelles dans l'interaction, de suivre les acteurs dans la multiplicité de leurs lieux et moments d'interaction et d'ainsi capter la manière dont ils tentent d'inclure les publics dominés ou à faible ressource.

Construire un dispositif communicationnel par et pour les sans-voix

Un mouvement social peut inclure les sans-voix de deux façons : dans son organisation interne ou dans sa communication externe. Au niveau de son organisation interne, il s'agit de mieux comprendre les profils des citoyens impliqués dans le mouvement.

Outre la construction de l'organisation interne du mouvement, il faut également penser la communication externe, constituée par l'ensemble des discours susceptibles de susciter l'adhésion de la population à des valeurs universelles (Almeida, 2012). A cet égard, il y a trois niveaux d'analyse. (1) Le premier niveau revient sur la volonté du mouvement de se décrire comme porte-voix des plus fragiles. (2) Le second revient sur la capacité du mouvement à sensibiliser ces populations précaires aux thématiques qui intéressent les mouvements sociaux. (3) Enfin, le dernier niveau est celui de l'engagement physique au sein du mouvement, par la participation aux actions et aux mobilisations.

En ce qui concerne la description du mouvement, le concept d'identité permet de mieux comprendre les enjeux liés aux discours produits par ces mouvements. L'identité d'un mouvement social est difficile à appréhender, tant elle évolue au cours du temps, en fonction de ses propres actions mais aussi dépendant des discours d'autres acteurs sociaux à son égard. Ainsi, "la dimension sociale du concept d'identité socio-discursive recouvre donc, une double dimension : l'ancrage social des acteurs et la dynamique d'attribution de rôles sociaux" (Serghini & Matuszak 2009). De son côté, Charaudeau définit également le concept d'identité sociale, qui correspond effectivement à l'ancrage social de l'acteur producteur de discours (Charaudeau 2010). Il insiste beaucoup sur la notion d'identité, qui se crée généralement dans un processus de comparaison à l'autre. Un acteur social, pour créer son identité, va donc se rapprocher ou se différencier d'autres acteurs sociaux. Pour se comparer, il faut parfois faire référence au passé et aux mouvements antérieurs. Ces différentes caractéristiques soulignent donc l'importance de l'héritage (social, culturel, politique, ...) au sein d'un mouvement social, et donc l'importance de l'imaginaire sociodiscursif (Charaudeau 2005).

En termes de sensibilisation, les mouvements sociaux peuvent désormais compter sur les nouvelles technologies. En effet, le web suscite beaucoup d'espoir parmi les militants, qui y voient une opportunité unique d'atteindre des populations plus fragilisées. En effet, les avantages de l'usage du web sont nombreux : réduction des échelles d'espace et de temps, centralisation des informations, démocratisation de l'accès à l'information (Cardon & Granjon 2003 ; Castells 2007). S'ajoutent à ceux-ci les avantages des médias sociaux qui permettent de toucher des franges de la population jusque là peu politisées (Anduiza *et al.*, 2014) ou ont un impact positif sur l'engagement politique (Skoric *et al.*, 2015). Cette présentation mettra en lumière la manière dont ces collectifs doivent se rendre visibles dans les espaces publics traditionnels, en ligne ou alternatifs et se communiquer pour pouvoir atteindre leurs objectifs. Le web continuant, dans ce cadre, à être perçu comme porteur d'espoir pour que chaque citoyen puisse donner son avis (Castells, 2007 ; Benkler *et al.*, 2013). Même si ces constats sont mis à mal par la notion de "filter bubble" (Pariser, 2012). Outre ces aspects parfois techniques, il peut également exister une barrière entre les militants à fort capital culturel des populations plus précaires (Berger & Charles, 2014 ; Gaxie, 2005).

Enfin, le mouvement va mobiliser les citoyens autour de ses modes d'action.

Inclure les sans-voix par les discours

Pour bien comprendre leur volonté d'inclusion des populations plus faibles, il est intéressant de s'appuyer sur les descriptions des mouvements, disponibles sur les sites web. Même si ces descriptions ne sont pas toujours approuvées par l'ensemble du mouvement et qu'elles sont parfois rapidement écrites par un seul individu en vue d'étoffer le site web, ces courts textes révèlent l'état d'esprit dans lequel se trouvent ces militants lorsqu'il est question de mentionner la composition du mouvement.

Ainsi, en septembre 2015, D19 se définit comme suit : "L'Alliance D19-20 rassemble des agricultrices, citoyen-ne-s, travailleur-ses, chômeurs-euses, artistes, représentant-e-s de syndicats, d'ONG, d'asbl, des collectifs de militants et d'activistes, etc. [...]" qui devient en septembre 2016 : "L'Alliance D19-20 est une alliance de citoyens se composant de mouvements d'agriculteurs, de mouvements syndicaux et sociaux [...]". Du côté de TAC, la description passe de "Tout Autre Chose est un mouvement

citoyen [...]” à “Nous sommes des citoyens de tous horizons, femmes, hommes, jeunes et moins jeunes, avec ou sans emploi, parents, profs ou élèves, artistes,... [...]”.

Pour aller plus loin dans cette section, une analyse de discours s’est concentrée sur différents types de textes produits par D19 et TAC : la description générale du mouvement, des communiqués de presse liés aux actions ainsi qu’un texte déconstruisant un discours politique portant sur les traités de libre-échange. Il apparaît clairement que les deux mouvements sociaux usent régulièrement du pronom personnel “nous”, ainsi que de ses dérivés “nos” et “notre”. Cet usage permet d’englober le lecteur dans le groupe, ainsi que de se réapproprier certains concepts généraux (nos libertés, nos droits, etc.) mais aussi des espaces géographiques (notre Bruxelles, notre Europe, etc.). Pour reprendre les propos de Charaudeau (2005), “l’énonciation élocutive exprimée à l’aide du ‘nous’ contribue souvent à mettre en place un ethos de ‘solidarité’ dans la conviction, le devoir ou l’action”. Outre ces termes, les discours montrent également un usage récurrent de termes comme “tous” et “toutes”, “citoyens” ou même “personnes”. Ceci permet également de faire appel aux principes de souveraineté populaire, d’égalité et de solidarité.

Ces évolutions descriptives montrent une tension dans la volonté d’inclure toute la diversité citoyenne en explicitant cette diversité ou de simplement souligner l’aspect citoyen du mouvement. Peut-être n’est-ce qu’un réflexe, dans cette volonté de représenter toute la population, sans même leur demander quoi que ce soit. Cela contribue à l’établissement de leur identité sociale (Charaudeau, 2005) ainsi qu’à l’inclusion d’une grande partie de la population par la formulation du “nous” (Charaudeau, 2010).

Inclure les sans-voix dans l’organisation même

Suite à ces descriptions, il est intéressant de les confronter à la réalité. En termes d’organisation internes, il y a une distinction évidente entre D19 et TAC. D19 est une alliance¹, c’est-à-dire qu’elle rassemble divers collectifs, associations et organisations sous la même bannière. Dès lors, il est intéressant de noter que les militants impliqués dans l’organisation sont avant tout des représentants de leur employeur (ONG, syndicat, asbl). La seule différence notable est justement celle de la volonté d’inclure des couches de la population considérée comme des sans-voix : les agriculteurs, les chômeurs et les artistes. Mis à part les agriculteurs, ce profil ne se manifeste pas en réunions. En effet, une fois les portes de la salle de réunion passées, les individus perdent ces caractéristiques de population sans-voix, pour prendre la voix du collectif qui les rassemblent. L’exception étant donc celle des agriculteurs, qui sont à l’origine de ce rassemblement et gardent donc une place centrale dans le mouvement.

Du côté de TAC, chaque membre du mouvement l’est en tant qu’individualité propre. Il n’est pas question de représenter une association ou un syndicat. L’inclusion des sans-voix est dès lors plus facile, même si le contenu des réunions peut en effrayer plus d’un.

L’inclusion des sans voix dans l’organisation même du mouvement social reste encore très difficile. Soit le mouvement se construit autour de ces sans-voix, sans rassembler des citoyens à capital culturel plus élevé. Soit le mouvement se revendique d’impliquer des sans-voix, sans réellement y parvenir.

Inclure les sans-voix lors des événements de sensibilisation

De manière globale, les deux mouvements ont sensibilisé autour de deux thématiques centrales : les traités de libre échange et l’austérité. Ces thématiques sont considérées comme complexes, presque personne n’ayant lu le texte du traité de libre échange. De plus, en matière économique, les citoyens ne considèrent

¹ La liste des collectifs et associations membres de l’Alliance D19-20 est disponible sur leur site web.

pas maîtriser suffisamment le contenu pour en discuter. Enfin, ces thématiques appartiennent au domaine de compétences européennes, et qui intéressent donc peu la population.

Les mouvements tentent alors de mettre l'accent sur des aspects plus spécifiques de ces thématiques. L'exemple le plus frappant est celui des tribunaux ISDS - Investor-State Dispute Settlement. Ces tribunaux permettent à des investisseurs de porter plainte contre un Etat si celui-ci restreint sa liberté d'agir sur le marché. Cet exemple fait appel à d'autres notions que celle de l'économie ou du libre échange. De plus, des exemples marquants peuvent facilement illustrer le propos.

Mais force est de constater que la sensibilisation s'avère très difficile, les conférences ne rassemblent que les citoyens les plus avertis, au niveau d'éducation élevé. Le même constat se pose sur la gestion des médias sociaux. La page Facebook de l'Alliance D19-20 rassemble 4430 personnes en date du 17 septembre 2016 et celle de Tout Autre Chose 22 550.

Les facteurs explicatifs de ces différences d'engagement sont sans doute nombreux. La différence entre D19 et TAC repose sur les thématiques abordées. Alors que D19 se concentre uniquement sur le TTIP/CETA et l'austérité, TAC brasse plus largement avec des thématiques comme la mobilité, les médias, l'écologie, ... qui sont parfois plus porteuses que l'économie. De plus, TAC met un point d'honneur à traiter ces thématiques positivement, en pointant du doigt les alternatives. Alors que D19 reste majoritairement dans la critique, souvent assimilé à un côté plus négatif. Enfin, la difficulté pour ces différents mouvements de sensibiliser à propos de ces thématiques renvoie aux profils même des militants, pourvu d'un fort capital culturel. Ils comprennent mieux et plus facilement les revendications, parfois à haute technicité, que des militants moins dotés (Gaxie, 2005).

Inclure les sans-voix lors des mobilisations

En termes de mobilisation, les actions mises en place par les mouvements configurent en grande partie la part de la population susceptible d'être touchée et mobilisée. La comparaison entre l'événement central organisé par D19 et par TAC illustre ce propos. Chaque type d'action demande un niveau d'investissement différent, et ceci peut conduire certaines couches de la population, les plus faibles ou non, à renoncer à y participer.

L'Alliance D19-20 agit principalement par blocages de sommets européens. Depuis 2013, ils bloquent certains sommets européens : 19-20 décembre 2013, 19 décembre 2014, 17-18 avril 2015, 15-16-17 octobre 2015 et 20 septembre 2016. Ces actions de blocage ont lieu en semaine, avec des rendez-vous fixé à 7h du matin pour préparer et briefer les participants. Cela exclut une partie de la population, qui travaille ou qui se prépare pour aller travailler. De plus, ces actions font partie du répertoire de désobéissance civile, ce qui est illégal aux yeux de la loi. Les participants sont susceptibles de recevoir des amendes à payer ou être poursuivi juridiquement. Même si une solidarité se met en place dans ces cas-là, rares sont ceux prêts à participer.

Tout Autre Chose organise un événement mobilisateur par an, conjointement avec Hart boven Hard : la Grande Parade. Cet événement, qui ressemble fortement à une manifestation mais qui n'en prend pas le nom, prend place début mai, le dimanche. Cette fenêtre temporelle permet à plus de citoyens de participer, voire de venir en famille. Cet événement, inspiré de la Zinneke Parade, est un appel à "manifêter" et non à manifester. L'accent est mis sur le côté ludique et créatif d'une parade.

Rassemblant près de 30 000 participants en 2015, 20 000 en 2016 et 10 000 en 2017, les organisateurs choisissent un cadrage différent chaque année. En 2016, le thème est "Nous ne sommes pas à contre-courant, nous sommes le courant". Partant de la Gare du Nord de Bruxelles et se terminant sur les quais à hauteur d'Yser, le parcours est ponctué de petites scènes accueillant des groupes ou des chorales, des

organisations ont préparé à l'avance des costumes et des accessoires, le mouvement distribue ses faux journaux et les organisateurs ont prévu des plans du cortège qui peuvent être pliés en forme de bateau. En 2017, la marche a conduit au Boulevard de l'Empereur, où les participants étaient conviés à une table faite de palettes. Le slogan était : "Se mettre à table, tous ensemble".

Pour mieux comprendre et inclure les sans-voix

L'analyse de leur instrumentation communicationnelle et de leurs dispositifs socio-techniques révèle une certaine difficulté à faire accéder cette population "faible" aux débats et à une visibilité dans l'espace public. Malgré une volonté forte d'inclure ces sans-voix, comme en témoignent les descriptions propres aux mouvements, ils ne parviennent pas à les inclure dans l'organisation.

En termes de communication externe, il y a également une difficulté à atteindre et toucher ces populations faibles. En effet, lorsqu'il est question de communication externe, une grande majorité des militants insistent sur le fait qu'ils veulent toucher le "grand public". Casser cette croyance leur permettrait sans doute de mieux envisager la communication, comme un effort de toucher différents publics, n'ayant pas les mêmes opinions, la même éducation, ni même parfois la même culture. Pour reprendre les termes de Berger et Charles (2015) : "l'intérêt qu'il y a à considérer l'espace public comme étant avant tout un espace commun fondé sur un processus de différenciation et de circonscription".

Cet effort de mieux comprendre son public peut également contribuer à mieux comprendre ce qu'est une population faible, ou sans-voix. Cela permettrait peut-être aux mouvements sociaux de mieux comprendre leurs vies, leurs angoisses et leurs intérêts. Une fois ce travail fait, il sera alors possible de mieux cadrer la communication, afin d'atteindre plus facilement ces populations.

Dans le même temps, il est crucial de rappeler que certains mouvements n'ont pas pour vocation d'inclure les sans-voix dans leurs dispositifs organisationnels, ni dans leurs dispositifs communicationnels. Mais cela ne les empêche pas de les inclure dans leur description. Soit il s'agit d'une réelle volonté de les inclure, sans la capacité de le faire. Soit il s'agit d'un simple réflexe discursif, qui reproduit ce que d'autres ont écrit avant. Soit il s'agit de donner l'impression de les inclure, tout en sachant que c'est impossible, mais qu'il est bon de les inclure dans le "nous".

Bibliographie

- Almeida d', N. (2012). *Les promesses de la communication*. Presses Universitaires de France.
- Anduiza, E., Cristancho, C., & Sabucedo, J. M. (2014). "Mobilization through online social networks: the political protest of the indignados in Spain". *Information, Communication & Society*, 17, 6, 750-764. doi : 10.1080/1369118X.2013.808360
- Bennett, Lance W. (2003). "Communicating Global Activism Strengths and Vulnerabilities of Networked Politics." *Information, Communication & Society* 6 (2): 143-68.
- Berger, M. & Charles, J. (2014). "Persona non grata. Au seuil de la participation". *Participations*, 2, 9, 5-36.
- Braconnier, C. & Mayer, N., (2015). *Les inaudibles : Sociologie politique des précaires*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Cardon, D., & Granjon, F. (2003). "Peut-on se libérer des formats médiatiques ? Le mouvement alter-mondialisation et l'Internet." *Mouvements* 25 (1): 67. doi:10.3917/mouv.025.0067.
- Castells, M. (2007). "Communication, Power and Counter-Power in the Network Society." *International Journal of Communication* 1 (1): 29.
- Céfaï, D. (1996). "La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques". *Réseaux*, 14(75), 43-66.

- Charaudeau, P.. (2005). *Le Discours Politique. Les Masques Du Pouvoir*. Paris : Vuibert.
- Charaudeau, P. (2010). *Identité Sociale et Identité Discursive Du Sujet Parlant*. Paris : L'Harmattan.
- Fillieule, O. (2009). "De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ?" *Politique et Sociétés* 28 (1): 15. doi:10.7202/001723ar
- Gaxie, D. (2005). "Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective". *Swiss Political Science Review*, 11, 1, 157-188. doi : 10.1002/j.1662-6370.2005.tb00051.x
- Govaert, S. (2015). "Hart boven Hard et Tout autre chose." *Courrier hebdomadaire du CRISP*, no. 2262 (September): 5–51.
- McAdam, D. (1999). *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*. Chicago : University of Chicago Press.
- McAdam, D., Tarrow, S., & Tilly, C. (2001). *Dynamics of Contention*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Pariser, E. (2011). *The Filter Bubble : How the New Personalized Web Is Changing What We Read and How We Think*. Londres : Penguin.
- Serghini, Z. B., & Matuszak, C. (2009). "Lire ou relire Habermas : lectures croisées du modèle de l'espace public habermassien." *Études de communication. langages, information, médiations*, no. 32 (April): 33–49. doi:10.4000/edc.868
- Skoric, M., Zhu, Q., Goh, D., & Pang, N. (2015). "Social media and citizen engagement: A meta-analytic review". *New Media & Society*, 18, 9, 1817-1839. doi : 10.1177/1461444815616221
- Van Leeckwyck, R. (2016). "La communication des mouvements sociaux : Alliance D19-20 et Tout autre chose". *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2323,(38), 5-50. doi : 10.3917/cris.2323.0005

Sites web

- Alliance D19-20, <http://www.d19-20.be>, régulièrement consulté (octobre 2015 - mai 2018)
- Tout Autre Chose, <https://www.toutautrechose.be>, régulièrement consulté (octobre 2015 - mai 2018)